

## **Retour sur un poste à l'étranger après obtention d'un concours :**

Un collègue, Alvaro Fernandez a postulé pour le poste résident vacant de mathématiques ici à Viña. Il vivait au Chili depuis 15 ans environ, il est marié avec une chilienne résident ici au Chili et son domicile est à Viña. Ses deux enfants sont scolarisés dans l'établissement demandé.

Sa candidature n'a pas été retenue lors de la CCPLA, son dossier d'ailleurs n'a pas du tout été traité. C'est un ex-contrat local qui a obtenu son concours l'année dernière et qui cette année est en stage en France. Il a travaillé pendant 12 ans au Lycée de Viña en tant que professeur de mathématiques. Le lendemain de cette commission, il a joint par téléphone le représentant de l'AEFE à Santiago.

Motif évoqué : il n'avait pas ses 3 ans d'activité en France. Cependant, ce collègue s'est renseigné et a trouvé que cette exigence des 3 ans en France est annulée lorsque l'enseignant a travaillé en contrat local dans l'établissement demandé ce qui est son cas.

Quels sont les textes ?

<http://www.aefe.fr/sites/default/files/Recrutement-residents-2013-Note-aux-candidats.pdf>

Page 8 du document suivant: <http://www.aefe.fr/sites/default/files/Instruction-generale-recrutement-residents-14-01-2013.pdf>

### **En résumé :**

"Par accord AEFÉ/Education nationale, aucun détachement ne sera accordé aux enseignants n'ayant pas exercé pendant au moins 3 ans en tant que titulaire en France, même s'ils sont depuis plusieurs années recrutés locaux dans l'établissement. La seule exception à cette règle est **pour les agents justifiant de l'établissement du conjoint ou du partenaire PACS dans le pays. [...] Les ex recrutés locaux lauréats de concours venus faire leur année de stage en France peuvent être recrutés comme résidents dès la date de la rentrée scolaire s'ils retournent dans leur établissement.** Il est donc très important d'informer la DRH avant la tenue des CCPL pour ces cas particuliers."

## **Cependant un télégramme diplomatique dont voici le contenu a été envoyé aux postes le 7 mars 2013 :**

Voici le texte du TD :

Madame, Monsieur,

Un télégramme en date du 7 mars 2013, concernant la campagne de recrutement des résidents pour la rentrée 2013, a été envoyé aux services de coopération et d'action culturelle du réseau.

Vous trouverez à toutes fins utiles, ci-dessous, le texte de ce télégramme :

### **CAMPAGNE DE RECRUTEMENT DES RESIDENTS POUR LA RENTRÉE 2013**

Référence : Instruction générale sur le recrutement des résidents n°2013-11 du 14 janvier 2013

Note : Les candidats issus du Lycée français Sadi-Carnot d'Antsiranana, Madagascar feront l'objet d'une étude bienveillante en CCPL. Les documents suivants sont mis en ligne sur le site de l'AEFE :

Modèle pour Procès-verbal de la CCPL et son annexe Instruction générale sur le recrutement des résidents qui détaille l'ensemble des opérations de recrutement et de prise en charge des résidents

Guide « PAS à PAS » relatif aux procédures du module Accord de détachement de l'application MAGE

La DRH-AEFE met en place un numéro de téléphone et une adresse mail réservés aux chefs d'établissements et aux SCAC pour tout renseignement relatif à la campagne de recrutement des résidents : 02 51 77 29 10 [recrutresident.aefe@diplomatie.gouv.fr](mailto:recrutresident.aefe@diplomatie.gouv.fr)

La DRH-AEFE rappelle que toute situation particulière doit lui être soumise en amont des CCPL.

La plus grande attention doit être apportée :

**- au recrutement des enseignants ayant moins de 3 ans d'exercice en tant que titulaire en France**

**Par accord AEFÉ / MEN, aucun détachement ne sera accordé aux enseignants n'ayant pas exercé au moins 3 années en tant que titulaire en France, même s'ils sont depuis plusieurs années recrutés locaux dans l'établissement. La seule exception à cette règle est pour les agents actuellement en activité qui justifient suivre leur conjoint ou partenaire de PACS déjà établi dans le pays à la date du recrutement. Il est donc très important d'informer la DRH avant la tenue des CCPL pour ces cas particuliers.**

- au choix de la date de détachement

Afin de déterminer la date de détachement/début de contrat et d'éviter toute modification ultérieure, la situation du conjoint, recruté par l'établissement ou établi sur place, doit être examinée avec la plus grande attention, des justificatifs doivent être fournis dès l'acceptation du poste.

Tout changement ultérieur de date doit être absolument exceptionnel.

- au recrutement des agents déjà affectés dans le réseau AEFÉ dans un rythme annuel différent

Ils devront être recrutés en contrat local ou en contrat résident (suivant le cas) dès la fin de leur précédent contrat pour qu'il n'y ait pas d'interruption de traitement.

- à l'information des futurs agents

Il est impératif de donner aux candidats, par écrit, les informations relatives à leur future situation professionnelle.

En cas de recrutement différé, les chefs d'établissement doivent prévenir les agents qu'ils seront recrutés en contrat local et qu'ils devront demander une disponibilité pendant une période de trois mois. Ils doivent alors leur expliquer les conditions de ce contrat local (couverture sociale, rémunération...) et les conditions de vie dans le pays.

Il est donc conseillé aux chefs d'établissement (ou aux SCAC dans les « pays réseaux ») de rédiger un guide d'installation sur les conditions de travail et de séjour dans le pays.

Information publications des postes non pourvus :

Dès l'issue des CCPL, les établissements qui auraient des postes sans candidats proposés sont invités à informer très rapidement le secteur géographique et la DRH. Ces postes non pourvus feront l'objet d'un nouvel appel à candidature sur le site de l'Agence.

Je vous remercie de bien vouloir porter ces instructions à la connaissance des personnels susceptibles d'être concernés par ces mesures et de veiller au strict respect de leur application dans les délais indiqués.